

OTTAWA A LA RESCOUSSE DES ETATS-UNIS EN AMERIQUE LATINE

UN TEXTE DU COLLECTIF RECHERCHES EN
AMERIQUE LATINE

Publié par:

LE SECRETARIAT QUEBEC/AMERIQUE LATINE

356 Ontario Est

MONTREAL

OTTAWA A LA RESCOUSSE DES ETATS-UNIS EN AMERIQUE LATINE

Le Gouvernement du Canada, semble-t-il, essaie présentement de se doter d'une politique extérieure cohérente face à l'Amérique Latine. L'idée est louable en soi et pourrait représenter un progrès marqué par rapport au rôle de "bon second" des Etats-Unis (c'est le mieux qu'on puisse dire...) de la période antérieure. Pour les Québécois, le sous-continent latino-américain devrait revêtir une importance toute particulière: au-delà des barrières linguistiques et culturelles, les vingt républiques d'Amérique Latine partagent avec nous le voisinage redoutable de la plus grande puissance capitaliste du monde actuel. Dans ce contexte, il est essentiel pour nous de saisir le type de rapports qu'Ottawa est en train d'établir avec l'Amérique Latine; ces décisions nous impliquent directement, à travers les grands monopoles étrangers situés au Québec, monopoles dont les politiques économiques à l'échelle continentale ont un impact direct sur l'emploi de milliers de Québécois et le développement de nos régions périphériques.

Les relations Canada-Amérique Latine

Lorsqu'il défend sa politique extérieure en Amérique Latine, le gouvernement canadien distingue généralement deux aspects: le côté "humanitaire" et le côté "économique". Au côté "humanitaire" appartiennent des institutions telles SUCO (Service Universitaire Canadien Outre-Mer), l'ACDI (Agence Canadienne de Développement International)

un bon nombre de personnes finalement admises décidaient... de ne plus venir: c'est-à-dire qu'il s'agissait de personnes n'ayant pas vraiment besoin de partir mais qui prenaient une sorte de "police d'assurances" pour l'avenir...

Au plan économique, les données sur les échanges, les crédits et les investissements nous montrent où le Gouvernement canadien situe ses vrais amis. A l'époque d'Allende, les échanges Canada-Chili avaient atteint leur plus bas niveau: nous y exportons pour à peine 6 millions de dollars en 1972 et en importations pour \$10 millions. Sitôt après le Coup d'Etat, les échanges remontent en flèche: nous exportons pour \$35 millions en 1973 (augmentation de 600%) et importons pour \$22 millions (augmentation de 120%). D'autre part, nos exportations n'ont plus à être payées rubis sur l'ongle par le Chili comme on l'exigeait au temps d'Allende, mais le Gouvernement canadien accepte de les financer très "libéralement" à travers son Export Development Corporation.

Fait important à signaler, et qui s'éclairera quand nous examinerons les investissements, la valeur de l'équipement minier atteignait, dans le premier trimestre de 1974, \$2 millions, soit plus de 25% du total de nos exportations. Chez nous, les exportations du Chili sont constituées surtout de produits agricoles et de minerai de cuivre. Avant le Coup d'Etat, le Chili exportait beaucoup moins de produits agricoles, parce qu'il les consommait; maintenant, avec la détérioration continuelle du pouvoir d'achat des masses, les raisins

canadien aux entreprises "canadiennes" (le plus souvent, d'ailleurs, les filiales de monopoles américains installées au pays). Ces compagnies, pas plus que les banques, ne se risquent dans de tels projets, sans garanties officielles. Or, on apprenait dernièrement que deux entreprises "bien de chez nous" comme le veut leur publicité, la Falcon Bridge Copper et la Noranda, sont présentement en train d'investir au Chili des centaines de millions: la première va mettre en exploitation la mine de El Abra, dans le nord du Chili, la seconde a acheté la compagnie chilienne Septentrion pour former la Chile Canada Mines. Quelle importance pour des Québécois? La Falcon Bridge annonce en même temps qu'elle ne mettra pas en exploitation les gisements de la New Quebec Raglan Mines, projet qui avait justement été mis de l'avant en 1971, lors de la nationalisation de l'industrie minière par Allende. La réouverture du Chili aux rapports impérialistes après le Coup d'Etat ne signifie pas seulement misère et dictature là-bas, mais chômage et sous-développement ici.

Le cas des pays du Pacte Andin

Le Gouvernement canadien, nous l'avons vu, met des ressources considérables au service des grands monopoles miniers pour financer leur expansion dans un pays comme le Chili. Mais là ne s'arrête pas son action. Face aux pays du Pacte Andin (Vénézuéla, Colombie, Equateur, Pérou, Bolivie, Chili) se déroule présentement une vaste entreprise de charme, où le Canada joue les grands frères bienveillants, question de contraster avec les vilains Américains... en occupant une partie de la place que ces derniers sont obligés de quitter, face à

étrangers. Cela se traduit, entre autre, par l'article 24 du Pacte, qui établit que les compagnies n'auront pas le droit de rapatrier annuellement plus de 14% de profit net, que les secteurs-clés comme l'acier, l'énergie, le transport seront nationalisés sur une période de 15 ans, etc...

Pour les grands monopoles, une telle clause constitue un obstacle qui les empêche de tirer tout le profit qu'ils pourraient du marché andin élargi. Après le Coup d'Etat chilien, on a donc décidé d'utiliser le nouvel allié pour faire sauter purement et simplement l'article 24: l'été dernier, la Junte, par le décret-loi 600, le répudiait et ouvrait le pays aux investisseurs étrangers. Il est clair que si des investissements massifs suivent cette décision, c'en est fait des revendications de type autonomiste et nationaliste des pays du pacte, comme, vraisemblablement, du traité lui-même. Dans cette conjoncture, le Canada peut jouer un rôle de premier plan, en raison de ses rapports privilégiés avec les pays du Pacte. Deux choix se présentent à lui. S'il accepte de se subordonner purement et simplement aux intérêts des multinationales, il favorisera le Chili au détriment des pays les plus nationalistes, comme le Pérou: des pressions très fortes s'exercent présentement en ce sens, et il semblerait que c'est la tendance qui prévaut au sein de la CALA (Canadian Association for Latin America) qui regroupe de puissants intérêts industriels et financiers et dispose d'une bonne audience à l'ACDI comme aux Affaires Extérieures.

les travailleurs qui sont à l'emploi des multinationales réalisent que leur sort est étroitement lié à celui des milliers de travailleurs de ces mêmes entreprises, surexploités en Amérique Latine et ailleurs. Cette dimension internationaliste doit s'intégrer à la conscience ouvrière québécoise. Il est significatif que ce soient justement les grands monopoles du cuivre, co-responsables de la chute d'Allende, qui ont permis une des plus grandes manifestations de solidarité ouvrière: lorsque les débardeurs français puis hollandais refusèrent en 1972 de décharger une cargaison de cuivre chilien confisquée par la Kennecott.

COLLECTIF RECHERCHES AMERIQUE LATINE